



## Rapport de synthèse des dialogues et concertations communautaires sur la sécurité dans la région de Gao



Octobre 2022

## **I. Introduction :**

En octobre 2022, African Security Sector Network (ASSN) et ses partenaires du Consortium Aide au Développement Durable (ADD) et du Réseau National pour l'Eveil Démocratique et Patriotique (RENEDEP) ont réalisé des dialogues/concertations communautaires dans les cercles d'Ansongo, Bourem et Gao suivis d'un atelier régional de restitution à Gao. Ces rencontres ont mobilisé à toutes les étapes des acteurs clés de la sécurité notamment les autorités administratives, politiques, les forces de défense et de sécurité, les leaders religieux et les organisations de la société civile dont les associations de jeunes et de femmes.

On estime le nombre total de participant(e)s à plus de 120 personnes dont une cinquantaine de femmes.

## **II. Contexte et Justification :**

Plus de 9 ans après le début de la plus grave crise sécuritaire, politique et humanitaire de son histoire récente, les institutions du Mali restent profondément déstabilisées et de nombreux groupes armés opèrent toujours sur le territoire malien. L'État peine à rétablir sa présence et son autorité sur tout le territoire du pays, en particulier dans les régions du Centre et du Nord qui restent particulièrement touchées par l'expansion des groupes extrémistes affiliés à Al-Qaïda ou à l'État islamique, ainsi que des milices identitaires. Par ailleurs, l'accession des militaires au pouvoir en août 2020, doublée d'un second coup de force le 24 mai 2021, figure parmi les illustrations récentes des faiblesses institutionnelles de l'Etat malien.

Cette crise multidimensionnelle a mis à mal l'ensemble des secteurs liés à la sécurité, notamment les forces armées et de police aussi bien que les structures de gestion et de contrôle en charge de leur supervision. C'est pourquoi le Gouvernement de la République du Mali a décidé d'adopter un ensemble de mesures, dont certaines soutenues par la communauté internationale, afin de réformer le secteur de la sécurité et s'inscrivant dans la continuité de certains efforts engagés depuis les années 1990 à travers les initiatives d'acteurs nationaux, aussi bien gouvernementaux que non gouvernementaux (à l'instar du Programme pour la Gouvernance Partagée de la Sécurité et de la Paix/PGPSP, soutenu par le PNUD). Au cœur du processus d'institutionnalisation de la réforme du secteur de la sécurité ainsi engagé, figure le Décret N°2016-0953/P-RM du 20 décembre 2016 portant modification du Décret N°2016-0401/P-RM du 09 Juin 2016 et fixant le Cadre institutionnel de la réforme du secteur de la sécurité. Ce texte, en son article 2, dispose que le cadre institutionnel de la réforme du secteur de la sécurité comprend : un Conseil National pour la Réforme du Secteur de la Sécurité (CNRSS) ; un Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS) et des Comités Consultatifs de Sécurité (CCS) au niveau régional et local.

C'est pour permettre aux acteurs de la société civile de jouer pleinement leur rôle dans ce processus de réforme du secteur de la sécurité qu'African Security Sector Network (ASSN) et ses partenaires du Consortium ADD et du RENEDEP ont initié des dialogues communautaires dans les cercles d'Ansongo, de Bourem et de Gao dans la région de Gao, afin de contribuer à promouvoir une sécurité centrée sur les personnes dans le cadre du programme « *Just Future Alliance* ».

### **III. Objectifs**

L'objectif de cette initiative était de recueillir des éléments probants, structurés et fiables pour conduire de façon méthodique un plaidoyer auprès des acteurs clés de la réforme du secteur de sécurité au Mali, à différents niveaux.

Il s'agissait plus spécifiquement de consulter les populations et leurs communautés afin de :

- Disposer d'un aperçu général de leurs besoins non satisfaits en matière de sécurité.
- Identifier les principaux défis sécuritaires du cercle.
- Déterminer les actions et les moyens de participation des communautés à la gouvernance de la sécurité.
- Définir et mener des actions de plaidoyer envers les forces de sécurité pour améliorer la relation civilo- militaire dans chaque cercle.
- Définir et mener des actions de plaidoyer envers les autorités administratives et politiques pour améliorer la sécurité.

### **IV. Déroulement de l'activité :**

Les dialogues et concertations communautaires se sont tenus respectivement à Ansongo, Bourem et Gao pendant le mois d'octobre 2022. Ils ont été organisés par les équipes du Consortium ADD et du RENEDEP dans la région de Gao.

#### **1. Etape du cercle d'Ansongo :**

Réalisée le samedi 8 octobre 2022, cette consultation fut présidée par le 1<sup>er</sup> Adjoint au Préfet d'Ansongo. La cérémonie d'ouverture de cette concertation communautaire a enregistré la présence du représentant de l'Autorité Intérimaire, du Maire de la Commune d'Ansongo et de plusieurs autres acteurs de la sécurité et de la société civile.

Par les salutations d'usage, le Maire a souhaité la bienvenue aux hôtes et a évoqué les objectifs et les attentes de cette activité au regard des multiples défis dans un contexte sécuritaire volatile et d'insuffisance de financements de plus en plus inquiétant alors que les besoins continuent à s'exacerber.

Dans le même sens, le Préfet a pris la parole pour remercier les organisateurs et les participants, particulièrement le Consortium ADD, le RENEDEP et leur partenaire ASSN ainsi que les acteurs présents, saluant leur engagement pour le retour de la quiétude dans le cercle d'Ansongo. Il a salué l'initiative prise par les OSC chargées de la mise en œuvre du programme Just Future tout en faisant savoir que la situation sécuritaire est alarmante au niveau du cercle et en attirant l'attention sur la nécessité que les leaders communautaires, les autorités et autres acteurs conjuguent leurs efforts afin de ramener la paix.

Le Préfet a fait savoir qu'en plus des rencontres inter et intracommunautaires, d'autres initiatives doivent être priorisées car il y a d'autres formes de menaces sécuritaires que personne ne maîtrise. Il a ajouté qu'aucune communauté ou aucun leader ne peut s'engager à

ramener la paix dans son village ni dans sa commune car personne n'a de main mise sur les groupes hostiles qui occupent le terrain. Au-delà donc des rencontres intracommunautaires, il faudra envisager selon lui des patrouilles militaires FAMA dans les zones sous influence des groupes radicaux. Enfin, il a exhorté à ce que d'autres rencontres se tiennent pour plus de représentativité des FDS (FAMA, Police, Gendarmerie, Garde nationale).

Quant au représentant de l'Autorité Intérimaire du cercle d'Ansongo, il a remercié les organisations initiatrices de ces concertations et les a encouragées à porter les résultats et recommandations auprès des autorités compétentes et à organiser d'autres rencontres communautaires car la situation sécuritaire à travers le cercle est très préoccupante. « L'insécurité aujourd'hui, c'est nous-mêmes en tant qu'autochtones du cercle », a-t-il déclaré, d'où la nécessité d'initier d'autres rencontres plus larges avec une participation de toutes les communautés du cercle.

Le chef de village d'un des villages, s'exprimant au nom des leaders communautaires, a remercié les organisateurs pour cette initiative qui consiste à discuter de la situation sécuritaire afin d'identifier les défis et de proposer les solutions adaptées au contexte actuel conformément aux attentes et propositions des populations. Il a demandé aux participants d'être attentifs tout en contribuant aux échanges dans le plus grand respect.

Après ces mots d'ouverture, le facilitateur a conduit les échanges suivant l'agenda préétabli. Les discussions ont porté sur :

- Les besoins non satisfaits des populations en matière de sécurité.
- Les nouveaux défis sécuritaires dans le cercle d'Ansongo.
- Les actions et les moyens de participation des communautés à la gouvernance de la sécurité.
- Les actions de plaidoyer envers les forces de sécurité pour améliorer la relation civilo-militaire.
- Les actions de plaidoyer envers les autorités administratives et politiques pour améliorer la sécurité.

Des discussions, les participants ont retenu les défis et les recommandations suivants :

Defis	Recommandations
La sécurité des personnes et de leurs biens (vols de bétail, enlèvements, assassinats ciblés...).	- Renforcer la présence des forces de sécurité dans tout le cercle à travers la multiplication des patrouilles et les poursuites contre les bandits armés.
La sécurisation des axes routiers (attaques et braquages).	- Veiller au respect des droits de l'Homme et à la protection des civils.
Le maillage sécuritaire insuffisant du cercle d'Ansongo (faible présence des	- Créer de nouvelles bases militaires depuis Gao jusqu'à Labé Zanga.
	- Renforcer la sécurisation des zones frontalières avec les

<p>FDS).</p> <p>Les violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire.</p> <p>La prolifération des armes et la criminalité transfrontalière (trafics de drogue, migrants...).</p> <p>La faible présence des autorités administratives et politiques.</p> <p>La présence des mouvements terroristes (EIGS et JNIM).</p> <p>Les déplacements massifs des populations locales vers Ansongo, Gao et Kidal.</p>	<p>autres pays du Sahel.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser le retour de l'Etat et des services sociaux de base dans le cercle.</li> <li>- Impliquer les autorités traditionnelles et religieuses dans la lutte contre l'insécurité et le terrorisme.</li> <li>- Soutenir les populations déplacées à travers des actions humanitaires.</li> </ul>
---	--

Il a été également recommandé d'envisager un projet à l'endroit des jeunes détenteurs d'armes pour déposer les armes comme en RDC, « *Arme contre cash* » au lieu que les partenaires s'investissent dans la distribution de vivres sans impact majeur.

## **2. Etape du Cercle de Bourem :**

Présidée par le 1<sup>er</sup> Adjoint au Préfet du Cercle de Bourem, ce dialogue communautaire sur la sécurité s'est tenu le samedi 15 octobre 2022 dans la salle de délibération de la Mairie de Bourem. Il a regroupé les représentants des élus, les leaders communautaires, les forces de défense et de sécurité (FAMa), les jeunes, les femmes, les leaders religieux, les mouvements armés et le Préfet, soit au total une trentaine de participants dont huit (08) femmes, dix-sept (17) hommes et cinq (05) jeunes.

Les thématiques développées au cours de ce dialogue sont les suivantes :

- Les besoins actuels non satisfaits en matière de sécurité.
- Les défis sécuritaires dans le cercle.
- La formulation des messages à l'endroit des acteurs clés de la réforme du secteur de la sécurité.
- Les recommandations.

La stratégie d'animation a consisté à faire réagir les participants aux questions posées.

L'ouverture a été marquée par la Fatiha de l'Imam, suivie par les mots de bienvenue d'un conseiller municipal, représentant le Maire. Ce dernier a remercié les initiateurs et les

partenaires financiers de ce dialogue pour avoir songé à Bourem à travers cette question cruciale : la sécurité.

Quant au 1<sup>er</sup> Adjoint au Préfet, avant de lancer l'ouverture du débat, il a rappelé l'importance du rôle que chaque acteur doit jouer dans le cadre de la sécurité et l'importance du thème du jour. Il a aussi invité les participants à engager des discussions franches en vue de formuler de fortes recommandations.

Parlant d'une des thématiques portant sur les avantages et inconvénients de la coopération entre civils et militaires, le représentant du Préfet a cité : la prévention, la gestion et la stabilité comme avantages ; et comme inconvénients : les incompréhensions, le désordre, l'insécurité et la déstabilisation.

Le représentant du chef de village a à son tour affirmé que la population se sent en sécurité avec la présence des militaires. Il a cependant déploré le désordre créé souvent par des jeunes militaires dans la ville. Il a précisé que contrairement au cercle d'Ansongo, Bourem a connu un peu d'accalmie ces derniers mois, mais que depuis plus d'un an les signaux ne sont pas bons car les groupes armés terroristes prélèvent des impôts sur toutes les communautés. Les populations sont inquiètes quant à la montée en puissance de ces groupes terroristes dans les villages excentrés du Gourma où le contrôle des FAMAS est très insuffisant. Les échanges civilo-militaires doivent nécessairement contribuer à alerter les intervenants dans le domaine de la sécurité notamment les forces de défense et de sécurité et à les aider à prendre toutes les dispositions préventives nécessaires pour rassurer et sécuriser les populations afin d'éviter le scénario d'hécatombe que vit le cercle d'Ansongo. Déjà au niveau de Bourem, sont enregistrés des braquages récurrents sur l'axe Gao-Bourem avec souvent des morts d'hommes, des vols massifs de bétails qui sont la raison de vivre et le moyen de subsistance des populations depuis des siècles ainsi que des enlèvements de personnalités contre des rançons.

Prenant la parole, le représentant de la Gendarmerie a déploré le fait que les citoyens ne dénoncent pas les malfaiteurs alors que sans cette dénonciation et une franche collaboration, leurs efforts n'auront aucun impact. Il a ajouté que la population doit être au cœur de la lutte contre l'insécurité.

A la suite de ce dernier, un autre officier de sécurité a estimé que la relation entre les civils et les militaires doit essentiellement être basée sur la communication. C'est pour cela qu'il devrait y avoir un comité composé des différents acteurs qui doit sensibiliser la population sur l'importance d'une bonne relation civilo-militaire, sur les responsabilités des FDS et le rôle des organisations de la société civile en matière de RSS. Ce comité pourrait également prévenir les conflits et gérer au besoin certaines situations telles que l'identification des acteurs impliqués dans le banditisme.

Les jeunes quant à eux, ont fait savoir qu'ils collaborent avec les FAMAS le plus souvent possible et qu'ils mènent des activités ensemble pour consolider cette collaboration. Par ailleurs, ils souhaitent également une implication accrue des forces armées et de sécurité pour contrer la prolifération des stupéfiants et de toutes formes de commerce de drogues dures qui créent une insécurité supplémentaire dans la ville de Bourem. Récemment, le tournoi de football dont la finale a été jouée le 22 Septembre dans le cadre de l'Amitié Jeunesse-FAMa, le concours d'excellence interscolaire entre les meilleurs élèves, la remise de livres coraniques à la grande mosquée ont été entre autres des actions de renforcement de la collaboration civilo-militaire. Cependant, il est nécessaire de renforcer les sensibilisations des deux côtés,

civil et militaire. D'autres ont remarqué que Bourem relève de la septième région militaire qui est celle de Kidal ; les militaires y sont stationnés et la collaboration ne peut être exempte de tout reproche car il peut y avoir des dérapages qui peuvent conduire à une méfiance...

Pour l'une des représentantes des femmes de la CAFO, la présence des militaires est très importante pour les populations. Cependant, elle critique le comportement de certains militaires en disant que les jeunes filles de la localité sont victimes de grossesses indésirables dont les responsables sont des militaires en mission. Et que les plus chanceuses sont souvent celles dont les auteurs sont nommément connus et qui peuvent aboutir à un mariage arrangé pour couvrir la forfaiture. Devant de telles situations, sont très généralement privilégiés les mécanismes traditionnels de gestion de conflits pour régler le problème entre les familles concernées et les militaires en question. Cependant, ces femmes rapportent que certains militaires se marient à leurs filles, nièces, cousines et sœurs et après les abandonnent à Bourem à leur propre sort sans dire un mot quant à un éventuel divorce. C'est le principal problème déploré par ces femmes qui considèrent par ailleurs être en parfaite collaboration et avoir des relations satisfaisantes avec les militaires.

### **3. Etape du cercle de Gao :**

Ce dialogue communautaire sur la sécurité dans le cercle de Gao s'est déroulé le vendredi 21 octobre 2022 dans la salle de conférence du Musée du Sahel.

Le Premier Adjoint du Préfet du cercle de Gao qui a présidé la cérémonie d'ouverture a insisté sur l'importance des thèmes choisis avant d'inviter les participants à une bonne participation au débat. Il a remercié les OSC chargées de la mise en œuvre de cette initiative tout en faisant savoir que la situation sécuritaire est alarmante au niveau du cercle. Il a exhorté l'ensemble des personnes présentes à conjuguer leurs efforts afin de ramener la paix dans le cercle de Gao, particulièrement dans la ville. Le Préfet a également fait savoir que la situation sécuritaire à Gao est inquiétante, car il y a une confusion totale entre les personnes : on ne sait pas qui est qui et il y a beaucoup de malfaiteurs mais c'est aux autorités qu'il appartient de trouver les solutions adéquates. Il a souligné que les causes de l'insécurité sont profondes car les groupes armés refusent de désarmer. Il y a donc une part de responsabilité des mouvements armés signataires car selon lui certains continuent de se focaliser sur l'Accord de paix. L'Etat a tout fait et continue de sensibiliser afin que ces groupes armés comprennent l'ampleur de la gravité de la situation sécuritaire dans la région.

La représentante de la CAFO a remercié les organisateurs de cette rencontre d'échanges qui, pour elle doit être pérennisée. Elle a expliqué qu'actuellement à Gao personne n'est à l'abri car toutes les maisons possèdent des armes et des actes de braquages se font chaque jour ; elle a aussi lancé un appel à l'endroit de l'Etat pour l'inciter à organiser ou à actualiser l'opération « Filidjo » qui consiste à mener des fouilles dans toutes les familles. Cette opération a été réalisée l'année précédente et a porté des fruits car une quiétude temporaire a régné dans la ville mais elle a été suspendue par les autorités pour des raisons que l'on ignore.

Quant au représentant de la société civile, il a remercié les initiateurs pour ces thèmes brûlants abordés au cours des discussions mais il a rappelé qu'une grande rencontre a précédemment réuni plusieurs personnalités venues de Bamako, des chefs de village, de fractions et autres

personnes/ressources pour mettre fin à l'insécurité mais que le problème continue de persister, notamment alimenté par le manque d'emplois. Selon certains détenteurs d'armes, « *on ne peut pas avoir une arme et rester la poche vide* ».

Le représentant de la jeunesse n'a pas manqué de mots pour remercier les participants et les organisateurs. Il a abondé dans le même sens que son prédécesseur en faisant savoir que de telles rencontres ont déjà eu lieu à Gao entre les acteurs concernés mais qu'il n'y a toujours pas de solutions. Il en a profité pour attirer l'attention sur un élément important contribuant selon lui à aggraver la situation : il s'agit des personnes non identifiées et du déplacement massif de populations de toutes les communautés confondues vers la ville de Gao, qui ne fait que renforcer le banditisme.

Après tous ces constats sur la situation sécuritaire à Gao caractérisée par l'insécurité grandissante et les attaques permanentes sans oublier les manifestations quotidiennes de la population pour exprimer son indignation, les participants ont discuté des principaux défis avant de formuler des recommandations.

**Les défis évoqués sont :**

- Les attaques en pleine journée dans la ville de Gao.
- La menace sur les activités économiques dans le cercle de Gao.
- Les assassinats ciblés dans la ville de Gao.
- Les enlèvements de personnalités influentes et des véhicules.
- La circulation des armes dans la ville de Gao.
- La lenteur du processus de DDR.
- Le retour de l'administration et des FAMA dans toutes les zones abandonnées
- L'insécurité grandissante.
- L'influence des groupes extrémistes dans la région.
- la multiplicité des acteurs et mouvements armés sur le terrain.
- L'organisation des patrouilles mixtes dans la ville.

**Les recommandations formulées par les participants sont :**

- ➡ Multiplier les patrouilles avec fouille systématique des véhicules, motos, tricycles à l'intérieur et à l'extérieur de la ville de Gao.
- ➡ Escorter les forains et les voyageurs pour que les foires se tiennent.
- ➡ Interdire tout port d'arme dans la ville de Gao, même par les groupes armés.
- ➡ Renforcer la communication, l'information et la collaboration entre les civils et les militaires.
- ➡ Interdire le port de tenues militaires par les mouvements armés et les civils.
- ➡ Prévoir des mécanismes d'intervention rapide des forces de défense et de sécurité en cas d'alerte.

Pour les actions et la participation des communautés à la gouvernance de la sécurité, ils ont proposé entre autres :

- Fournir des informations aux forces de défense.
- Organiser des sensibilisations auprès des populations par rapport à la RSS.



- Mettre en place un comité de veille citoyenne sur la sécurité.
- Renforcer les rencontres communautaires et intracommunautaires.

La clôture a été essentiellement marquée par des mots de remerciement des initiateurs de la rencontre d'une part à l'endroit des autorités et d'autre part des participants. C'est alors que le Préfet a prononcé la clôture de cette activité avec un appel lancé à l'endroit de tous les acteurs présents à s'unir pour ramener la paix.

#### **4. L'atelier régional de restitution des dialogues et concertations communautaires :**

Le lundi 31 Octobre 2022, s'est tenu dans la salle de réunion du "Pied à Terre" de Gao l'atelier régional de restitution des résultats des dialogues et concertations communautaires réalisés dans les différents Cercles de la région de Gao. Présidé par le représentant du Gouverneur de la région, il a réuni les autorités administratives et politiques de la région, les forces de sécurité, la société civile, les mouvements armés et les personnels des organisations partenaires.

A l'ouverture des travaux de cet atelier, le Président du RENEDEP a remercié l'ensemble des participants pour leur grande mobilisation et particulièrement ceux venus des différents Cercles de la région sans oublier les autorités administratives et politiques régionales et les forces de sécurité pour leur présence. Il a fait une brève présentation du programme JUST FUTURE ainsi que des partenaires de mise en œuvre intervenant sur le pilier de la sécurité dans la région de Gao dont ASSN, le Consortium ADD et le RENEDEP. Il a également rappelé aux participants le but de cette rencontre qui visait la restitution des dialogues/concertations communautaires et des recommandations tenues sur la sécurité dans les Cercles d'Ansongo, Bourem et Gao. Pour terminer, le Président a invité l'ensemble des participants à prendre part activement aux débats, afin d'enrichir le document de plaidoyer qui sera remis aux autorités régionales et nationales, mais aussi aux institutions sous-régionales et internationales.

Les salutations d'usage et les mots d'ouverture ont été prononcés respectivement par le Coordinateur des légitimités traditionnelles, la Présidente de la CAFO, le représentant des forces de défense et de sécurité et le représentant du Gouverneur.

Dans son intervention, le Coordinateur des Chefs de quartier a tenu à remercier les organisateurs pour cette initiative capitale. Il a demandé aux participants d'être attentifs afin de contribuer aux résultats attendus et de faire en sorte que les recommandations retenues soient portées devant les autorités afin d'améliorer la sécurité des personnes et de leurs biens sur les axes routiers et à l'intérieur de la ville de Gao.

Quant à la représentante de la CAFO (faïtière des femmes), elle a abondé dans le même sens que son prédécesseur en remerciant les initiateurs de cet atelier qui vient à point nommé car la situation sécuritaire de la région s'est beaucoup dégradée ces derniers temps. Elle a demandé la relecture du Décret fixant le Cadre institutionnel de la réforme du secteur de la sécurité pour prendre en compte la loi 052 sur le genre c'est-à-dire avoir au minimum 30% des femmes dans les comités locaux de sécurité. Elle a également formulé des vœux pour que les recommandations issues de ce processus soient mises en œuvre afin que la sécurité puisse connaître une amélioration significative.

Les FDS représentées par la Direction Régionale de la Police, se sont réjouies de cette initiative salubre qui cadre avec les exigences de la RSS mais aussi répond à un besoin de dialogue entre civils et forces de sécurité. Il a fait savoir que certaines recommandations issues des dialogues sont déjà prises en compte, notamment les patrouilles dans la ville et les fouilles systématiques des véhicules. Pour terminer, il a encouragé les organisations de la société civile et la population locale à une franche collaboration dans la discrétion pour que les porteurs d'uniforme puissent réaliser leur mission régalienne.

En ce qui concerne le représentant du Gouverneur, il a souligné que la situation sécuritaire est alarmante dans la région de Gao avec son corollaire d'attaques quotidiennes, d'assassinats ciblés et d'affrontements de toutes sortes. Il a rappelé que la sécurité est l'affaire de tous et que la collaboration entre les forces de défense et de sécurité et la population est nécessaire à tous les niveaux. Il a exprimé toute sa satisfaction face au processus ayant abouti à cet atelier car à première vue, les recommandations faites par les acteurs locaux dans les différents Cercles sont toutes pertinentes et peuvent servir de base pour faire un plaidoyer notamment auprès des autorités maliennes. Cependant, il a invité les participants à procéder à un examen minutieux de ces recommandations, une à une, afin de les améliorer et d'en proposer d'autres si nécessaire.

C'est sur ces mots qu'il a prononcé l'ouverture de cet atelier au nom des hautes autorités de la région de Gao.

A la reprise des travaux, le facilitateur de l'atelier a procédé à une présentation de la synthèse des principaux défis sécuritaires, des actions proposées et des recommandations formulées lors des différents dialogues dans les trois Cercles. Il a ajouté qu'à la suite de cette présentation, les contributions des participants étaient attendues pour enrichir le document de plaidoyer.

A l'issue des débats, on retient au titre des défis :

- L'inaction des forces de défense et de sécurité face aux actes d'enlèvements de bétails et de personnes.
- Le manque de poursuite des malfaiteurs et de leurs complices.
- La circulation des armes due à la lenteur du processus de DDR.
- Le sentiment d'abandon des populations à cause de la faible présence de l'Etat auprès des communautés.
- La faible représentabilité des femmes et des jeunes dans les commissions de RSS.
- L'influence grandissante des groupes terroristes ou extrémistes dans la région.

Face à ces défis sécuritaires, les participants ont adopté les recommandations suivantes :

Recommandations formulées	
1.	Renforcer la communication, l'information et la collaboration entre les civils et les militaires.
2.	Renforcer les comités consultatifs de sécurité à tous les niveaux (communal, local et régional).
3.	Multiplier les patrouilles avec fouille systématique des véhicules, motos, tricycles à

l'intérieur et à l'extérieur des villes.

4. Interdire le port d'armes et de tenues militaires aux mouvements armés et aux civils dans les villes.
5. Eloigner les camps militaires des services d'intérêt public.
6. Instituer un dialogue civilo-militaire dans chaque Cercle et se focaliser sur les besoins clés identifiés : sécurité, réconciliation et réintégration, bonne gouvernance et développement.
7. S'assurer d'une meilleure inclusivité de toutes les parties prenantes dans le dialogue civilo-militaire.
8. Prévoir un mécanisme de capitalisation et de suivi participatif des recommandations.
9. Faire des patrouilles régulières dans les zones de retranchement des groupes terroristes.
10. Accélérer le processus de DDR.

## **V. Conclusion :**

Les travaux de cet atelier se sont déroulés dans un bon climat de travail et une bonne ambiance avec des débats très ouverts et participatifs sur tous les thèmes abordés. Cependant, il est dommage de constater que les mécanismes ou les cadres mis en place par la CEDEAO et l'Union africaine en matière de réforme du secteur de la sécurité sont méconnus par les acteurs locaux d'où la nécessité d'inverser les perspectives et d'adapter les approches aux réalités locales.

La cérémonie de clôture fût marquée par les mots de remerciement du Préfet à l'endroit des participants et des organisateurs de cet atelier. Il a surtout assuré les initiateurs de celui-ci que l'Etat ne ménagera aucun effort pour ramener la quiétude et la sécurité dans la région. Pour terminer, il a affirmé la disponibilité des autorités régionales à accompagner toute initiative de ce genre avant d'encourager le Consortium ADD, le RENEDEP et leur partenaire ASSN pour la suite de ce processus.